



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 1, Janvier 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mirabel
“(RE) CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID

<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

**Academic
Resource
Index**
ResearchBib

<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>

AJOL
AFRICAN JOURNALS ONLINE

<https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing
Indexing Portal

[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI **Open Academic Journals Index**
.net Founded 2013

<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2025 : 6.586

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations
 E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)
 I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob
 Directeur de publication : MAMADOU Bamba
 Rédacteur en chef : KONE Kiyali
 Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert
 Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,
 ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly
 SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
 BATCHANA Esohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BAMBAMamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
 N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814**ISSN-P: 3006-306X**

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2025 : 6.586

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « *AKIRI* » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («...»), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **Translating english idioms into french: a type-based comparative study**
Mamoutou COULIBALY & Kémoko SIDIBE 1-11
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.1>

Lettres Modernes

2. **Essai sur les fondements du système narratif du griot :
la « narragriotologie »**
Hadja Maïmouna NIANG..... 12-30
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.2>
3. **Mariama Bâ : regard sur le lévirat**
SÉKA Chiayé Marie-Pauline..... 31-43
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.3>
4. **L'identité-matrice de l'animal comme code de vie ontologique et
voie spirituelle de la communauté yenguin**
ZANG BIYOGHE Nadège..... 44-60
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.4>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

5. **Antagonisme curriculaire dans les systèmes éducatifs africains :
cas du programme éducatif ivoirien**
Abou FOFANA..... 61-73
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.5>
6. **Vers une régénération de la démocratie en Côte d'Ivoire :
articuler capacités, communs et care**
Tiémoko Euloge Konan ZERBO..... 74-88
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.6>
7. **Matraquage médiatique, addiction et risques sanitaires liés
aux paris sportifs en ligne à Abidjan (Côte d'Ivoire)**
AKE Affoué Hélène..... 89-105
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.7>
8. **Médias, TIC et espace public : la dynamique
des usages sociaux différenciés**
Kahou Albert DJÈ BI & Soualio BAMBA 106-123
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.8>
9. **Microcrédit et autonomisation de la femme en Côte d'Ivoire :
le modèle FAFCI à Ferkessédougou**
SAMASSE Arrouna & DIANÉ Ambemou Oscar..... 124-141
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.9>

- 10. Femmes et université au Sénégal : observer les dynamiques visibles et invisibles sous le prisme des sciences de l'information et de la communication**
 Marième Pollèle NDIAYE..... 142-156
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.10>
- 11. Médias numériques et corruption transfrontalière : vers une gouvernance participative en côte d'ivoire**
 Kadohofanan Fatoumata DAGNOGO & Abibata DRAME..... 157-171
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.11>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 12. La néolithisation dans l'espace Nigérien**
 Salamatou Doudou, Boube Adamou,
 Abdoulaye Maga & Oumarou Amadou Ide..... 172-186
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.12>
- 13. Patronymes et savoir-faire céramique en territoire tagbanan de Côte d'Ivoire**
 Mitanhantcha YEO..... 187-196
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.13>

Histoire

- 14. La résistance d'Arongo-Mbé-Ndiwa. Les populations de l'Estuaire du Como à l'épreuve de l'installation française (1839-1880)**
 Fabrice NGUIABAMA-MAKAYA & Léon Modeste NNANG NDONG 197-215
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.14>
- 15. Violations sexuelles et divorce judiciaire au Sénégal sous la colonisation**
 Awa Yombé YADE..... 216-227
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.15>
- 16. Religion et politique économique au Soudan occidental (VIII^e-XVI^e siècle)**
 Moïse Gnamien KOUAME & Anzoumanan SYLLA..... 228-247
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.16>

Géographie

- 17. Cartographie de l'état actuel du système d'assainissement dans l'agglomération urbaine et périurbaine de la commune de Djougou (Nord-Ouest du Bénin)**
 Coômlan Charles HOUNTON..... 248-264
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.17>
- 18. Perception et hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du plateau (sud-est du Bénin)**
 Ariwola Dorcas FAGBOHOUN, David Makodjami BALOUBI & Eugène Babatundé OGUIDI..... 265-282
 doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.18>

- 19. Les conséquences de l'occupation des zones à risques dans l'arrondissement7 Mfilou-ngamaba à Brazzaville**
 Dyvin Gloire Horis NKODIA, Robert NGOMEKA & Clémence DITENGO..... 283-296
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.19>

Philosophie

- 20. Les figures tutélaires de la délibération**
 Ouédraogo Hamado..... 297-313
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.20>
- 21. Développement de soi et appartenance sociale : vers une dialectique éducative selon John Dewey (1859-1952)**
 BARRY Saïdou..... 314-325
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.21>
- 22. Le rationalisme cartésien : un instrument de lutte contre le racisme**
 Ousmane DIALLO..... 326-339
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.22>

Anthropologie et sociologie

- 23. Dynamiques sociospatiales et trajectoires de vie et de soins dans un contexte de crise : une approche anthropologique à Sabaribougou, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)**
 Awa OUEDRAOGO YMBA..... 340-361
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.23>
- 24. Impact du changement climatique sur les produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la Lobaye en République Centrafricaine**
 Prosper GUIYAMA..... 362-378
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.24>
- 25. Les GPF et l'accès des femmes aux espaces de pouvoir au Sénégal : ressources mobilisées et division du travail politique**
 Saliou Ngom & Rokhaya DIAGNE..... 379-394
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.25>
- 26. Adoption de la Chimio-prévention du Paludisme Saisonnier à l'épreuve des normes sociales et du genre**
 Laurent Gnimian KOUDOUGOU, Léa PARÉ/TOÉ, Kayri Amandine Yolande TOÉ, Nourou BARRY & Patrice TOÉ 395-406
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.26>

Tourismologie

- 27. Patrimoine et développement de l'écotourisme au Mali : Une opportunité pour la ville de Gao**
 Elmahmoud AG AHMED..... 407-421
 doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.27>

Science de l'éducation

- 28. La place de l'encadrement pédagogique dans la mise en œuvre de l'approche par les situations (APS) par les enseignants de SVT en classe de 3^e dans les collèges d'enseignement général de Brazzaville III**
Grâce Lydie MABOUTOUKIDI MATONDO, Jeancelin Andreas YANGA & Chris Poppel LOUYINDOULA BANGANA YIYA..... 422-434
doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.28>
- 29. Implications psychosociales des conditions d'apprentissage sur les jeunes apprentis maçons à Abomey-Calavi au Benin**
Guillaume Abiodoun CHOGOLOU ODOUWO..... 435-450
doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.29>

Sciences économiques et de gestion

- 30. Dispositifs touristiques et usages sociaux au Sénégal : quelle articulation pour faire face aux défis de la gouvernance du tourisme ?**
Diongue Aïssatou, Gueye Moustapha & Sanoko Ousmane..... 451-477



Perception et hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du plateau (sud-est du Bénin)

Ariwola Dorcas FAGBOHOUN

*Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT)
Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR)
Université d'Abomey Calavi, Bénin,
Email : fadosdorcasfagbohoun@gmail.com ;*

David Makodjami BALOUBI

*Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT)
Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR)
Université d'Abomey Calavi, Bénin,
Email d.baloubi@yahoo.fr*

&

Eugène Babatundé OGUIDI

*Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT)
Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR)
Université d'Abomey Calavi, Bénin,
Email : eugeneboguidi@gmail.com*

Date de soumission : 05-11-2025

Date de publication : 31-01-2026

doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i1.18>

Résumé

Dans le département du Plateau au Sud-Est du Bénin, plusieurs acteurs interviennent dans la gouvernance urbaine. Cette étude vise à analyser les dynamiques relationnelles et le jeu d'acteurs impliqués dans la gouvernance urbaine du département du Plateau. Une approche mixte reposant sur une recherche documentaire et une enquête de terrain auprès de 334 chefs ménages a été mobilisée. De même, 5 maires, 5 chefs services déconcentrés, 5 chefs services décentralisés et 5 chefs d'Arrondissement ont été interviewées. Les données obtenues ont été codées, dépouillées puis soumises à une analyse statistique descriptive à l'aide du logiciel statistique SPSS 22.0. Ce qui a permis de réaliser une AFC afin d'analyser la perception des citoyens sur les acteurs de la gouvernance urbaine. Les résultats révèlent cinq catégories majeures d'acteurs et montrent que les relations entre eux sont dominées par une logique complémentaire (79,1 %), suivie de rapports hiérarchiques (20,9 %). Par ailleurs, 93,2 % des enquêtés estiment que les acteurs politiques occupent une place prépondérante dans la gestion publique urbaine.

Mots clés : Plateau, jeu, gouvernance urbaine, acteurs, décentralisation.

Perception and hierarchy of urban governance actors in the plateau department (southeast Benin)

Abstract

In the Plateau department in southeastern Benin, several actors are involved in urban governance. This study aims to analyze the relational dynamics and the interplay of actors involved in urban governance in the Plateau department. A mixed approach based on documentary research and a field survey of 334 household heads was used. Ten resource persons were also interviewed. The data obtained were coded, collated, and then subjected to



descriptive statistical analysis using SPSS 22.0 statistical software. This enabled a content analysis to be carried out in order to analyze city dwellers' perceptions of urban governance actors. The results reveal five major categories of actors and show that relations between them are dominated by a complementary logic (79.1%), followed by hierarchical relationships (20.9%). Furthermore, 93.2% of respondents believe that political actors play a predominant role in urban public management.

Keywords : Plateau, jeu, gouvernance urbaine, acteurs, décentralisation.

Introduction

« En Afrique, la population urbaine estimée à 12 millions, soit 14 % de la population totale en 1960 est passée à 77 millions, soit 40 % de toute sa population en 1990 et elle devra approcher le seuil des 60 % en 2030 » (J. Hahn, 2011 : 51). C'est surtout après les années d'indépendance que le fait urbain en Afrique tropicale a connu un essor spectaculaire. Ce processus d'urbanisation se poursuit toujours et on ne peut plus parler d'un pays d'Afrique sans parler de ses villes : le fait urbain est un phénomène général sur tout le continent (D. M. Baloubi, 2013 : 8). La croissance urbaine rapide dans les pays africains, pose non seulement les problèmes de la maîtrise de la croissance démographique et spatiale mais aussi des problèmes sociaux et environnementaux (C. C. Gnimadi, 2012 : 109). La vitesse et le rythme de cette croissance démographique suscitent des interrogations quant à la satisfaction des services d'assainissement, des besoins en eau, en alimentation et surtout en logement et électricité (L. O. Biaou Chabi, 2021 : 13). Ce qui fait donc appel à plusieurs acteurs dans la gouvernance de ces centres urbains.

Le Bénin à l'instar des pays d'Afrique subsaharienne connaît un processus d'urbanisation rapide. Le taux d'urbanisation est passé de 35.7 % en 1992 à 44,6 % en 2013, et pourrait atteindre environ 50% en 2025 ; une progression liée notamment au développement accéléré de certaines communes (INSAE, 2016 : 5). Aussi, faut-il signaler que les raisons fondamentales de l'urbanisation rapide des villes béninoises en général, résident dans la recherche permanente du bien-être qui se traduit par le déplacement des ruraux vers les villes en quête d'un travail mieux rémunéré surtout au sud du Bénin. (G. Glèlè, 2015 : 14). Ce constat exige la bonne gouvernance des centres urbains et par ricochet, la mutualisation des efforts des différents acteurs qui interviennent dans cette gouvernance. Car, la notion de gouvernance englobe la participation, la responsabilisation et l'efficacité. Le rôle des autorités publiques est alors de créer un environnement institutionnel adéquat pour que les acteurs puissent s'exprimer. Ainsi, dans un contexte de néolibéralisme triomphant qui prône la réforme de l'État, les niveaux de responsabilité partagée se multiplient et la frontière entre secteur privé et domaine public, entre intérêt général et intérêt particulier se dématérialisent (J. Y. Gouttebel, 2003 : 9).

Dans ce sens, s'interroger sur la gouvernance urbaine demande préalablement une mise en tension du jeu des acteurs. En effet, le choix de la présente recherche est porté sur le département du plateau car, l'urbanisation galopante des villes de ce département génère d'importants problèmes d'aménagement, notamment, l'insuffisance de services essentiels de base (écoles, centres de santé, eau potable, etc.). Une occupation mal maîtrisée de l'espace et une insuffisance des services urbains qui ont entraîné dans les villes, d'énormes problèmes d'aménagement liés à l'érosion, à la dégradation persistante des réserves de la diversité biologique, à l'inondation, à la mauvaise gestion des déchets solides et liquides. La recherche de solutions a alors engendré l'expérimentation de nombreux mécanismes de gestion des affaires publiques urbaines.

Ces constats montrent donc qu'à l'image de toutes les communes du Bénin, les Communes du département du Plateau connaissent des difficultés à instaurer une gouvernance urbaine harmonisée à l'ère de la décentralisation pouvant accélérer leur développement urbain. En effet, la bonne gouvernance implique la contribution effective de tous les acteurs, notamment les autorités étatiques, déconcentrées, décentralisées et la population à la base. La question principale de cette recherche est la suivante : quelle est la perception et la hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du plateau ? Pour répondre à cette question, l'hypothèse suivante est formulée : la perception et la hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du plateau varie d'un d'un répondant à un autre selon sa catégorie socio-professionnelle. Pour vérifier cette hypothèse, un objectif a été fixé. Ainsi, l'objectif de la présente recherche est d'analyser la perception et la hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du plateau.

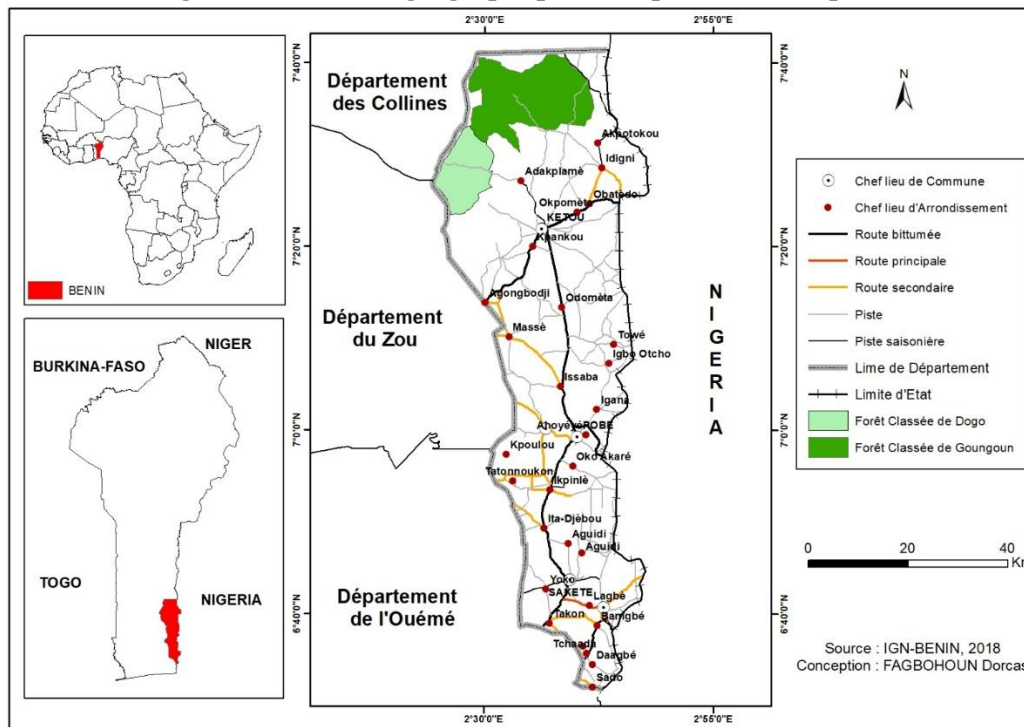
1. Présentation du milieu d'étude

Situé dans la partie méridionale du Bénin, le département du Plateau est l'un des douze (12) départements de la République du Bénin. D'une superficie de 3 264 km², soit environ 3 % de la superficie nationale, il est subdivisé en cinq (5) communes avec Pobè comme chef-lieu de département. Les autres communes sont Adja-Ouèrè, Ifangni, Kétou et Sakété. Ces centres urbains sont subdivisés en 52 quartiers de ville (INSAE, 2016 : 3). Il est situé au sud-est du Bénin entre 6° 20' et 7° 40' de latitude Nord et entre 2° 20' et 2° 46' de longitude Est (figure 1).

La population urbaine du département du plateau a connu une croissance fulgurante en passant de 46 971 habitants en 1979 à 107 933 habitants en 1992 puis à 123 818 habitants en 2002 avant d'atteindre un effectif de 175 587 habitants en 2013. En effet, la population urbaine du département du plateau a triplé entre 1979 et 2013. Ce qui indique que la gouvernance de ce

territoire devrait être mieux structurée, tant sur le plan économique, sécuritaire, sanitaire, environnemental, etc. afin d'assurer une meilleure condition de vie aux habitants.

Figure 1 : Situation géographique du département du plateau



Source : IGN-BENIN, 2018

L'analyse de la figure 1 montre que le département du Plateau est limité au nord par le département des Collines, au sud par le département de l'Ouémé, à l'est par la République Fédérale du Nigéria et à l'ouest par le département du Zou. La position géographique de ce département est très favorable à l'installation humaine et au dynamisme des centres urbains.

2. Données et Méthodes

2.1. Données utilisées

Les données utilisées dans la présente recherche sont relatives aux :

- données sur les acteurs de la gouvernance urbaine afin de les caractériser ;
- données sur le rôle de chaque acteur dans la gouvernance afin d'analyser le niveau d'intervention de chacun dans la gouvernance ;
- données sur les relations existantes entre ces acteurs afin d'analyser le jeu établi entre eux dans la gouvernance urbaine du secteur de recherche.

2.2. Techniques et outils de collecte des données

Les techniques de collecte de données utilisées se résument à la recherche documentaire, les enquêtes par questionnaires, les entretiens auprès des personnes ressources et l'observation directe. Les outils utilisés sont : le questionnaire qui a permis de recueillir les informations

auprès des populations, le guide d'entretien qui a permis d'interviewer 5 maires, 5 chefs services déconcentrés, 5 chefs services décentralisés et 5 chefs d'Arrondissement puis la grille d'observation.

2.3. Echantillonnage

La taille de l'échantillon a été déterminée par la méthode de Schwartz (1995) dont la formule est la suivante : $X = Z\alpha^2 \times p \cdot q / i^2$ avec :

$Z\alpha = 1,96$, écart réduit correspondant à un risque α de 5 % ;

p = proportion des ménages des arrondissements urbains des Communes du département du Plateau par rapport au nombre de ménages total.

(Effectif des ménages des arrondissements urbains du département du Plateau (n) = 35691 ; effectif total de ménages (N)= 110 532) ;

$P = n/N = 35691/110\ 532 = 0,32$

$q = 1 - p$ (ici, $p=0,68$)

i = précision désirée égale à 5 % ;

$N = 3,841 (0,32 \times 0,68) / 0,0025$

$N = 334,32 \approx 334$ ménages.

Ainsi, 334 chefs ménages ont été interrogés dans les arrondissements urbains du département du Plateau. Ces arrondissement constituent les villes du département sur lequel porte la présente recherche. C'est la raison pour laquelle, ils ont été tous considérés pour abriter les travaux de terrain. Le tableau I présente la répartition des ménages enquêtés par arrondissement et les localités parcourues.

Tableau I : Localités parcourues et effectif des chefs ménages interrogés

Communes	Arrondissements	Villes parcourues	Effectif total des ménages	Effectif des chefs ménages interrogés
ADJA OUERE	Adja Ouèrè	Adja Ouèrè centre	3748	36
IFANGNI	Ifangni	Ifangni centre	5964	55
KETOU	Kétou	Kétou centre	8723	81
POBE	Pobè	Pobè centre	9358	88
SAKETE	Sakété	Sakété centre	7898	74
Total			35691	334

Source : Données INSAE et résultats d'enquêtes de terrain, avril 2024

Il ressort de l'analyse du tableau I que trois cent trente-quatre (334) chefs ménages ont été interrogés à travers les six (06) arrondissements urbains du département du Plateau.

En dehors des chefs ménages interrogés, 5 maires, 5 chefs services déconcentrés, 5 chefs services décentralisés et 5 chefs d'Arrondissement ont été interviewés.

2.4. Traitement des données et analyse des résultats

Les données quantitatives et qualitatives collectées ont été codées, dépouillées puis soumises à une analyse statistique descriptive à l'aide du logiciel statistique « Statistical Package for the Social Sciences » (SPSS 22.0). Ce logiciel a permis de calculer notamment les moyennes, les valeurs minimales et maximales, les fréquences, d'avoir des tableaux croisés.

3. Résultats

La gouvernance urbaine dans le département du Plateau nécessite l'intervention de plusieurs acteurs. Chacun de ces acteurs joue un rôle dans cette gouvernance.

3.1. Types d'acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau

Les travaux de terrain ont permis de classer les acteurs de la gouvernance urbaine en cinq catégories :

- la première regroupe les autorités politiques et les organes infra communaux ;
- la deuxième concerne les institutions déconcentrées et décentralisées de l'Etat,
- la troisième est composée de la société civile ;
- la quatrième est composée des partenaires techniques et financiers ;
- la cinquième regroupe les opérateurs économiques, les artisans, les commerçants, et le reste de la population.

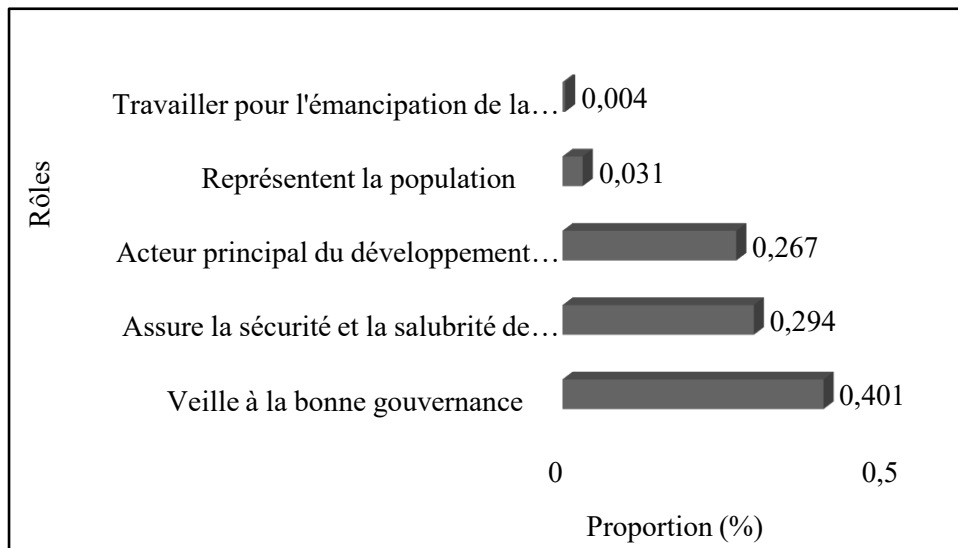
3.1.1. Rôle des acteurs de la gouvernance urbaine

Les différents acteurs qui interviennent dans la gouvernance urbaine du département du Plateau joue, chacun, un rôle fondamental qui permet au département de fonctionner et de se développer.

3.1.2. Rôles des acteurs politiques

Les acteurs politiques sont les décideurs qui planifient et projettent les différentes actions à mener pour assurer une bonne gouvernance urbaine dans le secteur de recherche. En effet, les travaux de terrain ont permis de recueillir les avis des personnes interrogées sur les rôles que jouent les acteurs politiques dans la gouvernance urbaine (figure 2).

Figure 2 : Rôles des acteurs politiques dans la gouvernance urbaine du plateau



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

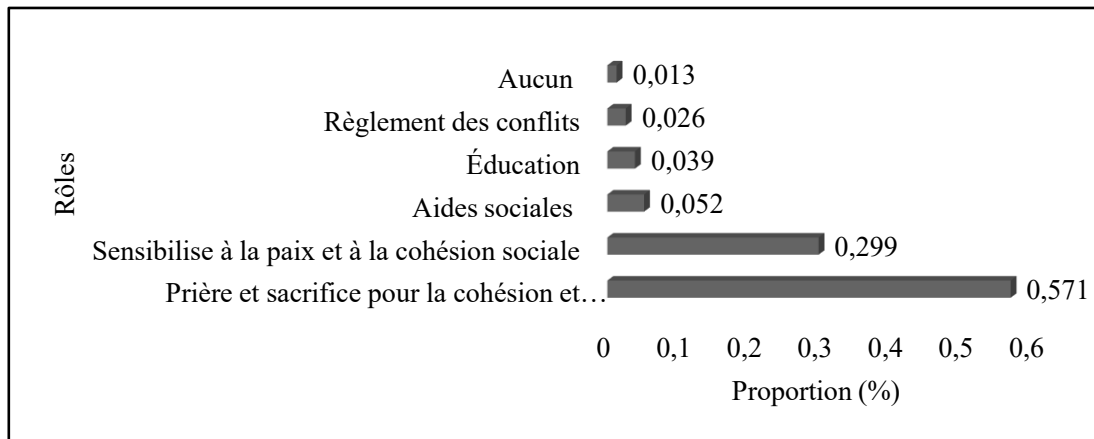
L'analyse de la figure 2 révèle que les personnes interrogées sur le terrain ont identifié cinq (05) rôles fondamentaux que jouent les acteurs politiques dans la gouvernance urbaine dans le département du Plateau. En effet, selon 40,1 % des personnes interrogées, les acteurs politiques veillent à la bonne gouvernance des villes du département. 26,7 % ont révélé qu'ils sont des acteurs principaux du développement et de la gestion politique. Pour 3,1 %, ces acteurs politiques représentent la population dans les instances de prises de décision allant dans le sens du développement des villes et 0,4 % des personnes interrogées pensent que ces acteurs politiques travaillent pour l'émancipation de la cité et pour rendre compte des différentes actions menées à la population.

Par conséquent, les habitants des villes du département du Plateau dans leur majorité pensent que les acteurs politiques sont ceux qui veillent à la bonne gouvernance des villes du département.

3.1.3. Rôle des acteurs religieux

Dans le département du plateau, les religieux jouent un rôle fondamental dans la gouvernance urbaine (figure 3).

Figure 3 : Rôles des acteurs religieux dans la gouvernance urbaine du département du Plateau



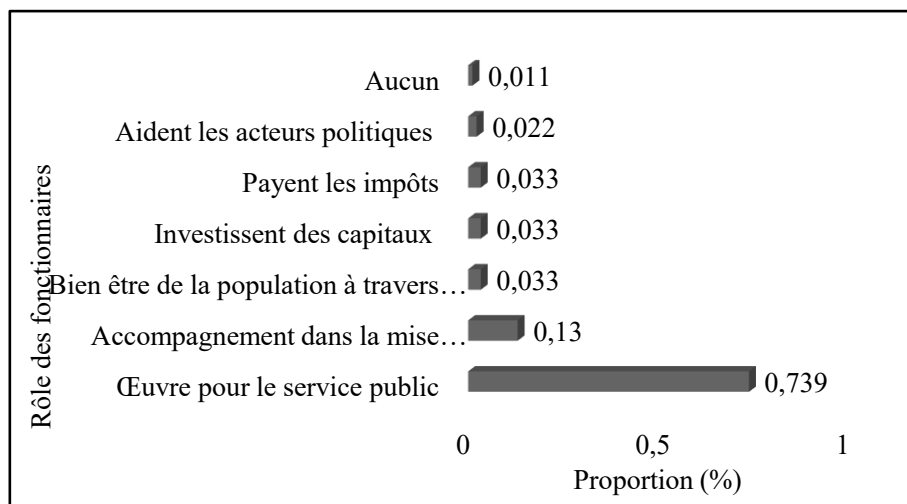
Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

Il ressort de l'analyse de la figure 3 que les acteurs religieux forment des prières et font des sacrifices pour asseoir la cohésion et l'harmonie (57,1 %) dans le département. De même, ils sensibilisent à la paix et à la cohésion sociale (29,9 %). Pour 5,2 % des habitants interrogés, ces acteurs religieux participent aux aides sociales et 3,9 % d'entre eux pensent que ces derniers constituent l'un des piliers de l'éducation citoyenne, surtout. Selon 2,6 % des personnes interrogées, les acteurs religieux règlent assez de conflits de façon traditionnelle.

3.1.4. Rôle des fonctionnaires

Les fonctionnaires sont des acteurs grâce à qui, tous les services administratifs fonctionnent dans le département du Plateau. Selon les habitants interrogés, ces acteurs jouent plusieurs rôles dans la gouvernance urbaine du département du Plateau (figure 4).

Figure 4 : Rôles des fonctionnaires dans la gouvernance urbaine du plateau



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

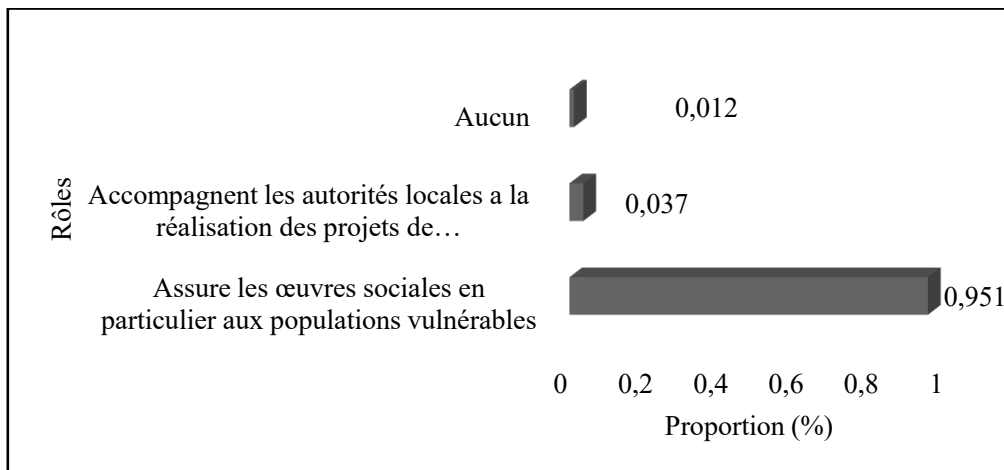
A la lecture de la figure 4, il ressort que les fonctionnaires œuvrent pour le service public dans le département du Plateau selon 73,9 % des personnes interrogées. Pour 13 % de ces personnes,

les fonctionnaires accompagnent le département dans la mise en œuvre des politiques de développement et pour 3,3 % d'entre elles, ces derniers contribuent au bien-être de la population via l'éducation des enfants. Ce sont aussi des acteurs qui investissent des capitaux (3,3 %) dans le département et paient des impôts (3,3 %) qui contribuent au bon fonctionnement du département. De même, ce sont des acteurs qui aident les acteurs politiques (2,2 %) dans l'accomplissement de leurs tâches.

3.1.5. Rôles des ONG

Les ONG occupent une place significative dans la gouvernance urbaine du département du Plateau. Leur intervention s'articule autour de la médiation sociale, de l'appui technique aux communes et de la mise en œuvre de projets urbains, en complément de l'action publique (figure 5).

Figure 5 : Rôles des ONG dans la gouvernance urbaine du département du Plateau



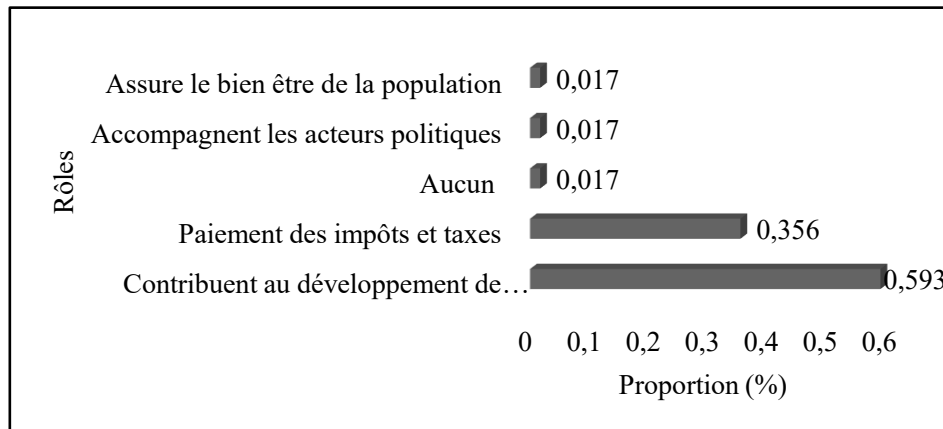
Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

A la lecture de la figure 5, il ressort que les ONG assurent des œuvres sociales à la population du département du Plateau en général et aux populations vulnérables en particulier (95,1 %). De même, elles accompagnent les autorités locales à la réalisation des projets de développement (3,7 %). En soutenant l'inclusion sociale, les ONG participent à la cohésion urbaine et à la sécurité humaine, deux dimensions essentielles de la gouvernance urbaine.

3.1.6. Rôles des commerçants

Les travaux de terrain ont permis de constater que les commerçants jouent un rôle très important dans la gouvernance urbaine du département du Plateau (figure 6). Surtout que le département est frontalier à la République fédérale du Nigéria. Ce qui impulse grandement les échanges frontaliers.

Figure 6 : Rôles des commerçants dans la gouvernance urbaine du département du Plateau



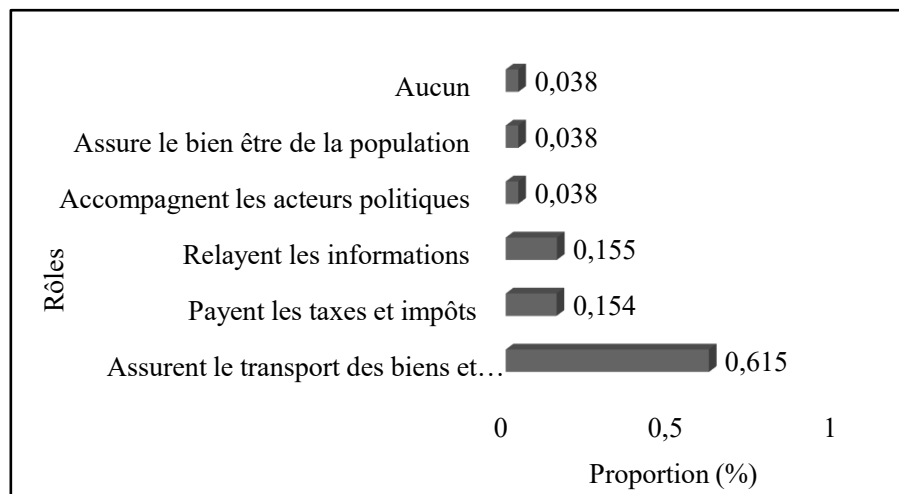
Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

Il ressort de l'analyse de la figure 6 que les commerçants contribuent au développement de l'économie locale (59,3 %) du département du Plateau surtout à travers le paiement des impôts et taxes (35,6 %). Ils accompagnent également les acteurs politiques (1,7 %) dans leurs tâches. De même, les commerçants assurent le bien-être de la population (1,7 %) en lui offrant plusieurs biens via les échanges dans les marchés ou autres centres de distribution.

3.1.7. Rôles des Zémidjans

A l'image de toutes les villes du Bénin, les conducteurs de taxi moto, communément appelés « Zémidjan » sont des acteurs clés qui jouent assez de rôles dans la gouvernance urbaine dans le département (figure 7).

Figure 7 : Rôles des Zémidjans dans la gouvernance urbaine du département du Plateau



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

A la lecture de la figure 7, il ressort que le premier rôle assuré par les Zémidjans dans le secteur de recherche est le transport des biens et personnes (61,5 %) à travers les villes. Ce sont aussi des acteurs qui payent annuellement des taxes dans les caisses des mairies (15,4 %) pour

contribuer au bon fonctionnement des Communes. Les *Zémidjans* sont connus aussi pour leur rôle de relayeur d'informations (15,5 %). On note également des acteurs politiques (3,8%) et l'assurance du bien-être de la population (3,8 %).

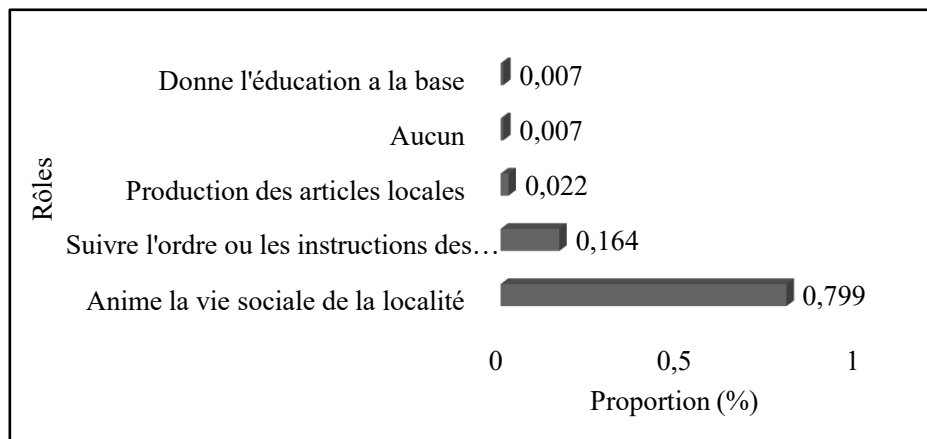
Au-delà des perceptions des ménages, les *Zémidjans* peuvent intervenir dans la gouvernance urbaine à travers :

- leur présence dans les espaces de mobilité (gares, carrefours), ce qui nécessite des dispositifs communaux de régulation ;
- leurs relations avec la mairie à propos de l'organisation des aires de stationnement et de la sécurité routière ;
- parfois leur participation indirecte via leurs syndicats ou associations professionnelles lors de concertations avec les autorités locales.

3.1.8. Rôles des ménages

Les ménages constituent le socle de toutes sociétés. Raison pour laquelle leurs rôles restent très importants dans toute gouvernance, notamment celle urbaine (figure 8).

Figure 8 : Rôles des ménages dans la gouvernance urbaine du département du Plateau



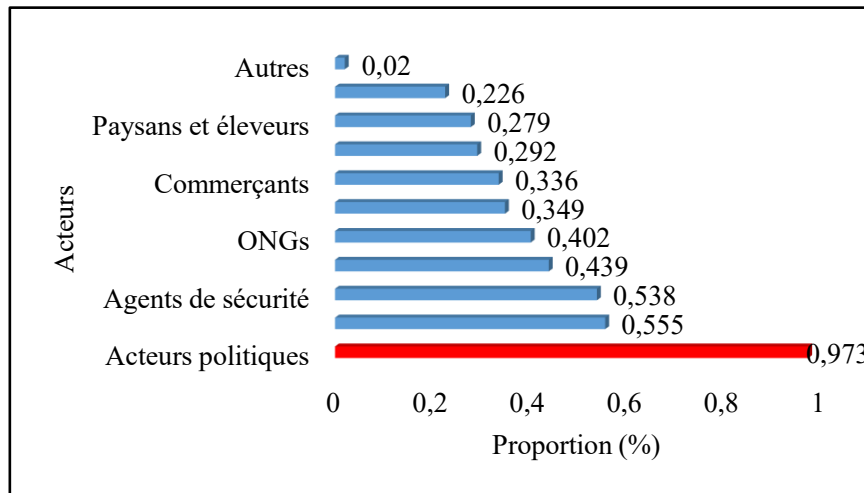
Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

L'analyse de la figure 8 montre que les ménages constituent la plus grande frange de la population du département du Plateau qui anime la vie sociale (79,9 %). Ce sont les acteurs qui suivent les ordres et instructions des autorités (16,4 %) pour la facilitation de la gouvernance.

3.2. Hiérarchisation des acteurs intervenants dans la gouvernance urbaine dans le département du Plateau

Les travaux de terrain ont permis de hiérarchiser les différents acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau selon leur importance dans la gouvernance (figure 9).

Figure 9 : Hiérarchisation des acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau

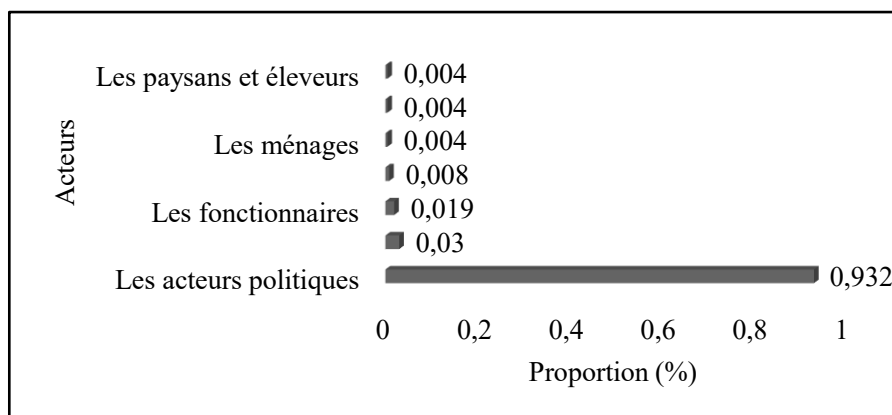


Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

Les résultats révèlent que la quasi-totalité de la population perçoit les acteurs politiques (97,3 %) comme les principaux acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau. 55,5 % des personnes interrogées ont fait remarquer qu'après les acteurs politiques, les ménages sont les acteurs les plus importants dans l'échelle de la gouvernance dans le secteur de recherche. Pour 53,8 % des habitants interrogés, les agents de sécurité viennent en troisième position suivis respectivement des fonctionnaires (43,9 %), des ONG (40,2 %), des acteurs religieux (34,9 %), des commerçants, des artisans (29,2 %), des paysans et éleveurs (27,9 %), des chauffeurs (22,6 %) et d'autres acteurs (2 %).

Néanmoins, les résultats d'enquêtes de terrain ont permis de ressortir les acteurs qui se placent au-dessus de l'échelle en termes d'intervention régulière dans la gestion des affaires publiques (figure 10).

Figure 10 : Hiérarchisation des acteurs intervenant régulièrement dans la gestion des affaires publiques dans le Plateau



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

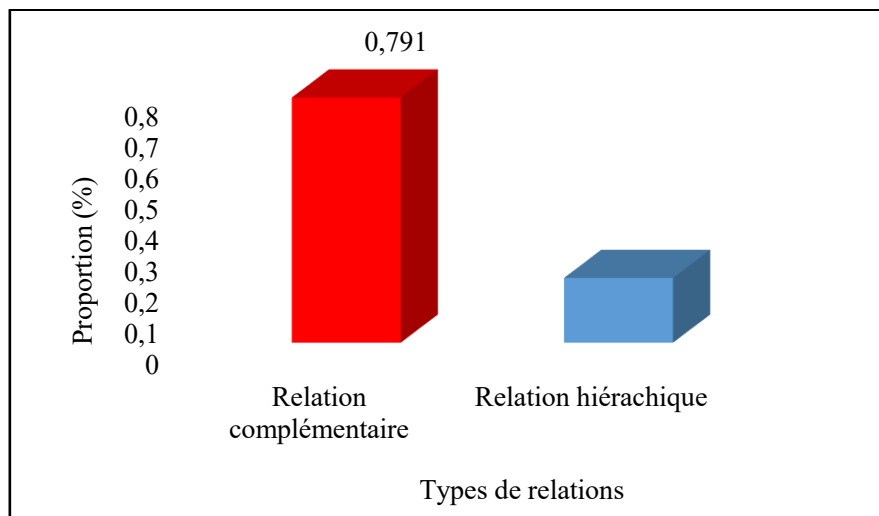
Il ressort de l'analyse de la figure 10 que 93,2 % des personnes interrogées, presque la totalité donc des habitants, admettent que ce sont les acteurs politiques qui sont au premier plan dans la gestion des affaires publiques dans le département du Plateau. Après ces acteurs politiques, viennent respectivement les agents de sécurité (3 %), les fonctionnaires (1,9 %), les acteurs religieux (0,8 %), les ménages (0,4 %), les ONG (0,4 %) et les paysans et éleveurs (0,4 %).

Cette perception rend compte de la visibilité et du pouvoir symbolique de l'importance accordée au rôle des élus et des décideurs publics dans l'amélioration des conditions de vie, la mise en œuvre des projets structurants et l'allocation des ressources. Elle traduit également une forte attente de la population vis-à-vis de ces acteurs en matière de planification, de gouvernance locale et d'initiatives de développement durable.

3.3. Types de relation entre les acteurs de la gouvernance urbaine dans le plateau

Hormis la hiérarchisation établie selon l'importance des acteurs dans la gouvernance urbaine dans le département du Plateau, il existe une relation bien remarquable entre eux pour une bonne coordination de la gouvernance (figure 11).

Figure 11 : Relations entre les acteurs de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau

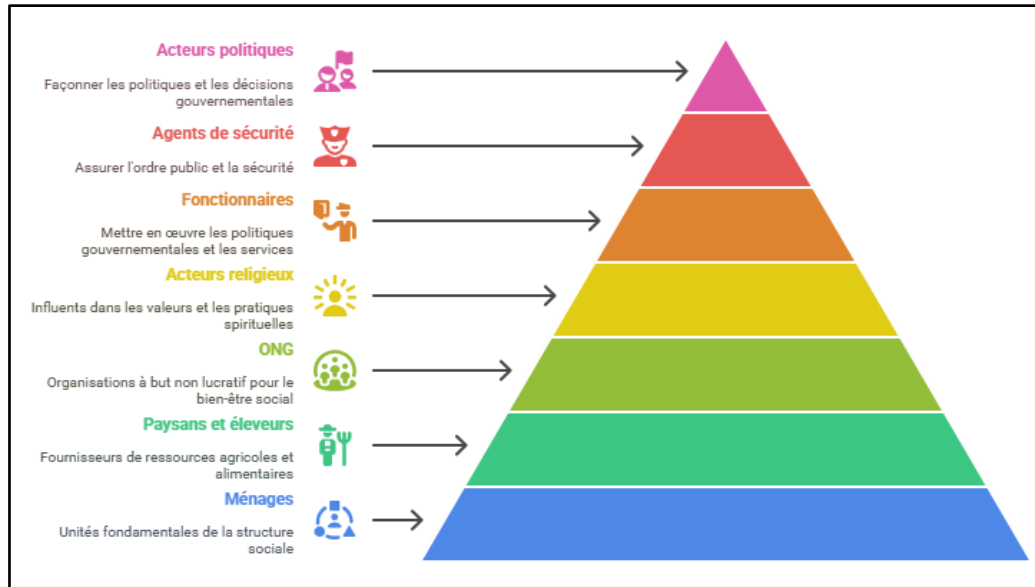


Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

L'analyse de la figure 11 révèle que les relations sont soit complémentaires, soit hiérarchiques entre les acteurs de la gouvernance urbaine. En effet, 79,1 % des personnes interrogées ont précisé que le type de relation le plus important est celui complémentaire, suivi de celui hiérarchique (20,9 %).

Par conséquent, le bon fonctionnement du département du Plateau repose sur les liens complémentaires qui existent entre les différents acteurs de la gouvernance (figure 12).

Figure 12 : Synthèse de la hiérarchie, rôles et relation entre les acteurs de la gouvernance urbaine



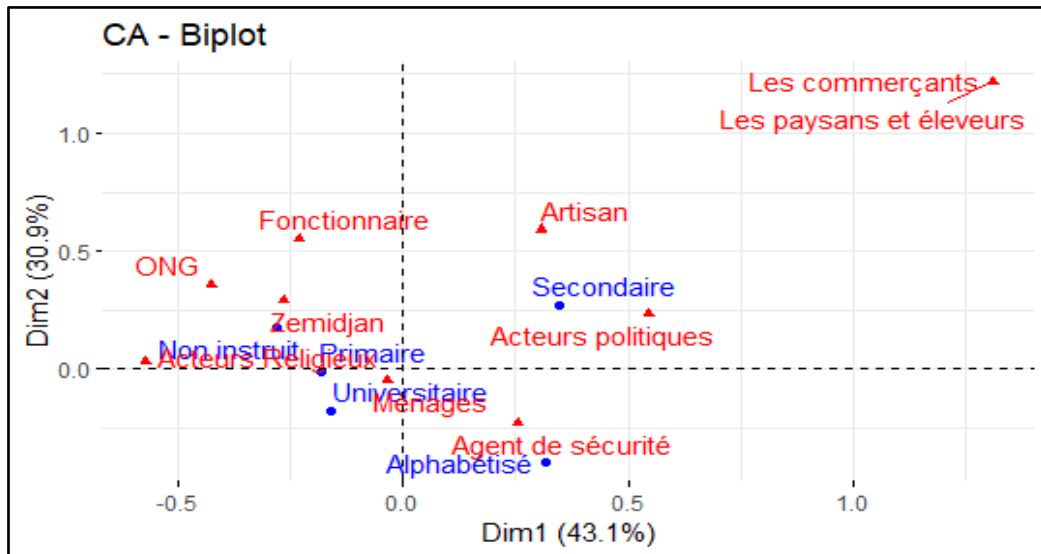
Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

Il ressort de l'analyse de la figure 12 que les acteurs politiques sont les acteurs placés au sommet de l'échelle de la gouvernance urbaine dans le département du Plateau. Ce sont les acteurs qui façonnent les politiques et les décisions gouvernementales au niveau local. Ce sont donc les décideurs du département. Ils influencent alors tous les autres acteurs dans leurs décisions et agissements sur le territoire. Par contre, les ménages sont perçus comme les acteurs situés au bas de l'échelle du processus de développement. Cette perception traduit une forme de marginalisation de leur rôle, souvent limité à celui de simples bénéficiaires des actions mises en œuvre par les instances décisionnelles.

3.4. Perception des acteurs dominants selon le niveau d'instruction

Pour apprécier la perception des citoyens du département du Plateau selon leur niveau d'instruction sur les acteurs qui dominent la gouvernance urbaine, une Analyse Factorielle de Correspondance (AFC) a été réalisée. L'AFC montre que la perception de l'influence des acteurs dans la gouvernance urbaine varie clairement selon le niveau d'instruction (figure 13).

Figure 13 : Analyse Factorielle de Correspondance sur la perception des citoyens sur les acteurs dominants de la gouvernance urbaine selon leur niveau d'instruction



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, mars-avril 2025

L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) croisant le niveau d'instruction des enquêtés avec les acteurs perçus comme jouant un rôle central dans la gouvernance urbaine du département du Plateau met en évidence des contrastes significatifs. En effet, il ressort de cette analyse que les perceptions varient considérablement selon le niveau d'instruction des répondants. Les personnes non instruites, alphabétisées ou de niveau primaire associées lient davantage les rôles dominants aux structures institutionnelles classiques ou aux figures communautaires, telles que les ONG, les acteurs religieux ou les fonctionnaires. Ce positionnement peut s'expliquer par leur proximité quotidienne avec ces institutions ou par une vision plus traditionnelle de l'autorité.

En revanche, les enquêtés ayant atteint un niveau d'instruction secondaire ou universitaire identifient plus clairement les acteurs politiques comme les principaux responsables ou décideurs du développement local. Cette tendance suggère une meilleure compréhension des mécanismes institutionnels formels et de l'influence exercée par les pouvoirs publics.

Par ailleurs, les commerçants, les paysans/éleveurs et les artisans sont également perçus comme influents, bien qu'ils soient principalement associés à des répondants de niveau secondaire. Leur position en marge du graphique indique qu'ils sont reconnus comme des moteurs économiques, bien que leur rôle soit parfois sous-estimé dans les discours institutionnels.

Enfin, des groupes tels que les ménages, les Zémidjans ou les agents de sécurité apparaissent plus faiblement positionnés, traduisant une perception limitée de leur influence dans les dynamiques de développement.

Ces résultats soulignent que la perception de la gouvernance est socialement structurée : elle dépend à la fois du niveau d'instruction, du rapport aux institutions et de l'expérience quotidienne du territoire.

4. Discussion

La notion de gouvernance locale est mobilisée pour rendre compte de la pluralité des acteurs associés à la définition de l'action publique, notamment, en milieu urbain. Elle souligne la participation de divers intérêts aux décisions relatives à l'action publique territoriale (G. B. Hounmenou, 2019, p : 487). Les résultats issus de cette recherche montrent que pour une bonne gouvernance urbaine, le jeu des acteurs est impérieux. Ces résultats sont confirmés par P. Meyer (2017, p. : 40) qui révèle que l'appropriation d'un projet, d'une action, d'un programme pour un territoire passe par une implication de la population et des acteurs locaux, et ce, très en amont de celui-ci. Cela implique de : donner la parole ; recueillir et écouter ; expliquer, sensibiliser et informer ; reconnaître le rôle et l'apport de chacun dans le processus de développement et d'amélioration territoriale. Mais, comme le souligne G. B. Hounmenou (2019, p : 487), par quels mécanismes, cette pluralité d'acteurs aux intérêts divergents arrive à converger dans les choix de production collective ? Ainsi, il faut une reconnaissance réciproque entre les porteurs de projet et les participants, entre les élus et les citoyens ; et enfin valoriser, montrer, exposer les résultats obtenus grâce à un apport et un processus collectif. P. Veltz (2014 : 200) aussi abonde dans le même sens en affirmant après les résultats obtenus dans sa recherche que la gouvernance territoriale est un enjeu pour la mise en œuvre des politiques publiques et une nécessité pour les acteurs du développement territorial. Ce qui implique une relation bien coordonnée entre les acteurs.

Les études menées par F. Leloup et *al.* (2005 : 324) leur ont permis de montrer aussi que la question de la gouvernance territoriale est un processus qui nécessite la coordination des acteurs mais également l'appropriation des ressources et de construction de la territorialité.

Les résultats issus de cette recherche ont également montré que les acteurs de la gouvernance urbaine s'unissent dès qu'il s'agit d'un projet de développement du département du Plateau. Ces résultats corroborent ceux obtenus par L. El Hijri Bouzoubaa (2009 : 280) qui a montré à travers ses résultats que les acteurs locaux accordent une très grande importance aux projets inscrits dans le processus de développement local et jugent aussi que ces projets sont très importants. Car, quel que soit le jeu développé entre eux, l'union se fait toujours autour des projets de développement territorial.

Conclusion

Au terme de cette recherche, il est à retenir que la gouvernance urbaine dans le département du Plateau nécessite l'intervention de plusieurs acteurs. Chacun de ces acteurs joue un rôle dans cette gouvernance et la notion complémentaire de relations est le plus souvent remarquable. Il faut donc s'efforcer de mieux les caractériser. Bien évidemment, les relations entre acteurs ne sont pas homogènes, elles peuvent être inégales, d'intensité variable, asymétriques, étroites ou distantes, de proximité ou d'hostilité, mais également inégalement maîtrisées.

Références bibliographiques

BALOUBI Makodjami David, 2013, *Dynamique démographique, urbanisation et perspectives de développement de la commune d'Abomey-Calavi (Sud-Bénin)*, Thèse de Doctorat unique de géographie, EDP/FLASH/UAC, 328 p.

BIAOU CHABI Luc Ogousinya, 2021, *Périurbanisation face à l'accès des ménages à l'électricité dans la commune d'Abomey-Calavi (Sud-Bénin)*, Thèse de doctorat de l'Université d'Abomey-Calavi (EDP/UAC), 349 p

EL HIJRI BOUZOUBAA Lamiaâ, 2009, *Gouvernance et stratégie territoriales : Le rôle des acteurs dans la gestion de leur territoire*, Thèse de Doctorat en Science de Gestion, Université Paul Verlaine-METZ, 344 p.

GNIMADI Clément Codjo, 2012, *Croissance démographique et mutations socio-spatiales sur le plateau d'Allada (Département de l'Atlantique) au sud-Bénin*, Thèse de doctorat unique de l'Université de Lomé, Togo, Lomé, 485 p.

GOUTTELBEL Jean-Yves, 2003, *Stratégie de développement territorial*, Paris, Economica, 249 p.

HAHN Johannes, 2011, *Les villes de demain – Défis, visions et perspectives*, Union Européenne et politique, 116 p.

HOUNMENO Godonou Bernard, 2019, « Gouvernance urbaine et choix de production collective des acteurs locaux : analyse d'expériences de la ville de Cotonou (Bénin) », In Revue d'Économie Régionale & Urbaine, n°3, Éditions Armand Colin, p.485-515.

INSAE, 2016, *Cahier des villages et quartiers de ville du département du Plateau*, RGPH-4, 29 p.

LELOUP Fabienne, MOYART Laurence, PECQUEUR Bernard, 2005, *La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ?*, Lavoisier, 20 p.



MEYER Pascal, 2017, « Le jeu d'acteur ? Un jeu d'enfant ! L'expression scénique : une médiation au carrefour de la créativité et du thérapeutique », *Revue de l'enfance et de l'adolescence*, n°97, p.29-44.

SCHWARTZ Daniel, 1995, *Méthodes statistiques à l'usage des médecins et des biologistes*, 4ème édition, Éditions médicales Flammarion, Paris, 314 p.

VELTZ Pierre, 2014, *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*, 2^{ème} édition, ouvrage édité par PUF, 288 p.